

Cinquantenaire

PSU : droit d'inventaire

mardi 10 août 2010, par [BOISLAROUSSIE Jean-Jacques](#) (Date de rédaction antérieure : 1er avril 2010).

De 1960 à 1989, le Parti socialiste unifié (PSU) a tenté de rassembler des militants et des courants qui se situaient en rupture aussi bien avec le stalinisme qu'avec la social-démocratie.

À l'occasion du cinquantenaire de la fondation du PSU, Tout est à nous ! la Revue revient sur cet épisode de l'histoire mouvementée de la gauche critique en France, à travers les contributions de Jean-Claude Vessillier et de Jean-Jacques Boislaroussie.

Jean-Jacques Boislaroussie a adhéré au PSU en 1969 et participé aux activités de ses courants de gauche, puis à la fondation de l'Alternative rouge et verte (1989). Il est aujourd'hui l'un des animateurs des Alternatifs.

Le parcours du PSU vaut mieux que la nostalgie ou la commisération. Parti passerelle, qui contribua grandement à la politisation à gauche de larges secteurs des mouvements d'action catholique, parti-reflet autant que parti-sujet, qui s'enrichit de l'apport de milliers de militant-e-s de la période de radicalisation de l'après 68, mais que le reflux laissa désarmé face à la reconstruction de la social-démocratie, parti d'un projet inachevé, qui comprit mieux que d'autres que mai 68 renvoyait plus à de nouveaux enjeux pour la transformation radicale de la société qu'à une « répétition générale » de type 1905. Aucune organisation ne peut se réclamer de manière univoque de son héritage, mais plusieurs courants sont en écho des espoirs et contradictions qui le traversèrent. Pour faire simple, militant des Alternatifs, je me revendique de Charles Piaget, pas de Michel Rocard...

Plusieurs intuitions ou démarches du PSU des années 1970 valent toujours pour les débats des gauches radicales et autogestionnaires d'aujourd'hui :

- Comment articuler perméabilité aux mobilisations, respect de l'indépendance des mouvements sociaux et coopération sur un pied d'égalité avec ceux-ci, et apport spécifique de la forme parti en termes de mémoire collective, de synthèse dépassant les corporatismes sectoriels, d'accumulation de savoir-faire et de projets au service de la transformation sociale et écologique. Le PSU des luttes, sur la base empirique de la pratique de ses militant-e-s, confortée par une bonne dose de populisme - ce qui n'est pas en soi une critique - sut se mettre au service des mobilisations. L'action de longue durée de la cellule PSU de LIP, la capacité de ses militant-e-s à susciter l'auto-organisation tout en apportant une compréhension des enjeux de la lutte restent riches d'enseignements. Sans revendiquer une filiation directe, la mise en avant par les Alternatifs de la notion de parti-mouvement mérite débat dans une période où les réflexes délégués ont reculé, en même temps que le goût d'une action collective durable au sein des organisations politiques.

- Comment penser une articulation entre le primat de l'engagement dans les mobilisations, moteur de la transformation sociale, et une participation aux institutions permettant de concrétiser des réformes. Sauf à s'en tenir au messianisme révolutionnaire, ou à la triste théorisation des « mains dans le cambouis » : le chantier est devant nous. La question clé restant celle de l'enracinement

social d'une force politique large, à même de peser ses choix tactiques en fonction des situations concrètes et du projet.

- Le PSU sut tôt, au même titre que la gauche CFDT dont ses militant-e-s furent un temps des cadres essentiels, percevoir les enjeux écologiques, des « dégâts du progrès » aux batailles contre le nucléaire. Reste que la vision était plus celle de la coexistence de fronts de lutte que d'une nouvelle synthèse programmatique.

De ce point de vue, l'émergence d'une vraie hybridation du rouge et du vert, en termes de contenus revendicatifs immédiats comme de projet reste à venir. Nous le constatons à chaque moment du débat au sein de la gauche de gauche, par exemple lorsque se posent les enjeux de reconversions sociales et écologiques d'activités ou que le « pouvoir d'achat » est abordé de manière acritique. Un écosocialisme autogestionnaire reste à inventer.

- Au début des années 1970, une avancée réelle fut réalisée autour du thème du contrôle ouvrier et populaire et de l'autogestion. Avancée d'autant plus marquante qu'elle se réalisait contre la théorisation d'un basisme sans perspectives d'une part, et un retour aux fondamentaux d'Octobre de l'autre. Mais cette avancée, à l'aube d'une phase de reflux, ne permit pas une inscription durable dans le champ social et politique. L'atout partiel que représentait la perméabilité de l'organisation se transforma en faiblesse face aux pressions des réalistes de tout poil. L'échec de la gauche autogestionnaire au sein du PSU comme de la CFDT amorçait de futurs recentrages.

Dans une nouvelle phase où la perspective est à construire, le mot d'ordre « contrôler aujourd'hui pour décider demain », reste un fil conducteur.

Si l'héritage collectif du PSU s'est dispersé, ses acquis sont ceux de milliers de militant-e-s qui, au sein de la gauche CFDT, des Paysans Travailleurs, des associations environnementales, portaient des projets et valeurs qui vivent aujourd'hui dans le mouvement syndical, entre autres au sein de Solidaires, dans les réseaux et associations écologistes, avec la Confédération paysanne, chez les altermondialistes...

Ce n'était qu'un début.

Jean-Jacques Boislaroussie

P.-S.

* Paru dans la Revue TEAN 9 (avril 2010).